



Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'indicateur du climat des affaires continue à progresser fin 2014, pour le cinquième trimestre consécutif. L'amélioration progressive de la conjoncture économique se traduit par un raffermissement de l'investissement privé, confirmé par la remontée des crédits à l'équipement des entreprises. La qualité du portefeuille des banques est globalement satisfaisante, le taux des créances douteuses portées par les établissements de crédit locaux restant stable, à 3,0 %. La collecte des dépôts, traditionnellement élevée au dernier trimestre, progresse de 3,0 % (+4,0 % pour les dépôts locaux, et -0,8 % pour les placements hors zone d'émission).

Reprise de l'encours des crédits

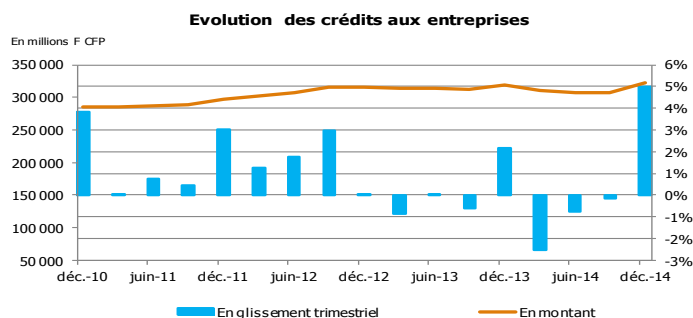
La conjoncture monétaire et financière du quatrième trimestre 2014 est marquée par une accélération de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : +2,5 % sur trois mois, après +0,9 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des crédits aux entreprises (+5,0 % sur le trimestre), alors que l'évolution des crédits aux ménages demeure atone (0,0 %).

Progression des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** enregistre un rebond significatif (+5,0 % au dernier trimestre, après -0,2 % au cours du troisième trimestre). Les crédits d'investissement accentuent leur progression (+3,7 %, après +1,2 %). L'encours des crédits d'exploitation se redresse (+2,7 %, après -2,0 %), en raison de l'accroissement rapide des crédits de trésorerie (+6,4 %).

La forte croissance des crédits immobiliers au cours du quatrième trimestre (+18,5 %) a pour principale origine une modification intervenue dans le paramétrage des déclarations réglementaires d'un établissement de crédit de la place¹.

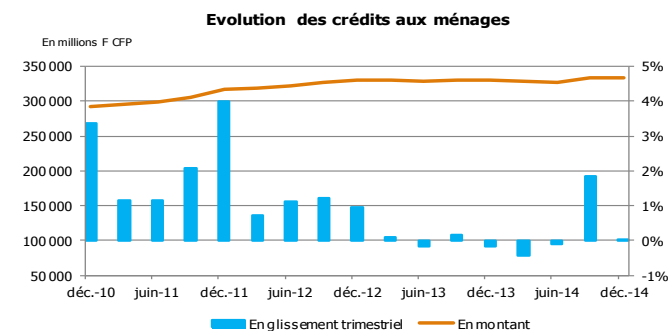
Corrigé de l'effet mécanique de ce reclassement, l'encours des crédits immobiliers aux entreprises aurait connu une augmentation d'environ 3,4 %. L'encours global des crédits aux entreprises s'établit au total à 322,6 milliards de F CFP, en augmentation de 1,4 % sur un an (après +0,7 % en 2013), soit une évolution proche de celle observée en métropole sur la même période (+1,6 %).



Stabilité des crédits aux ménages

Au quatrième trimestre 2014, l'encours sain des **crédits aux ménages** se maintient (+0,0 %), après un troisième trimestre relativement dynamique (+1,9 %).

L'encours des **crédits à l'habitat**, qui représente près de 80 % de l'endettement des ménages calédoniens, affiche une relative atonie ce trimestre (-0,2 %). Néanmoins, cette diminution apparente est uniquement liée à la modification de paramétrage concernant un établissement de la place (cf. *supra*). Sans tenir compte du reclassement intervenu au profit des entreprises, l'encours des crédits à l'habitat des ménages aurait enregistré une augmentation d'environ 2,2 %.



L'encours des **crédits à la consommation** continue à progresser au quatrième trimestre (+1,0 %), porté par la hausse des crédits de trésorerie et du crédit bail (+1,2 % chacun), en lien avec la bonne orientation des achats de véhicules de tourisme. Parallèlement, les comptes ordinaires débiteurs se contractent (-2,1 %).

Ralentissement des crédits aux collectivités locales

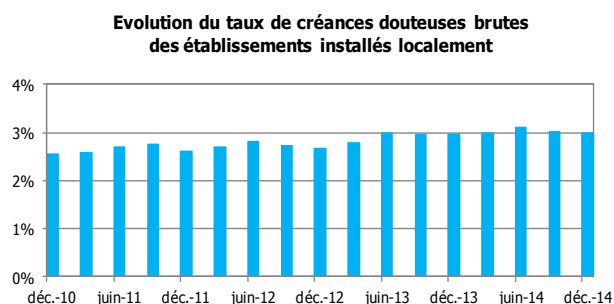
L'encours des **crédits aux collectivités locales** ralentit au dernier trimestre (+0,5 %, après +1,4 % au troisième trimestre). La progression sensible des crédits d'investissement (+6,2 %) est presque intégralement absorbée par la contraction des crédits d'exploitation (-29,5 %).

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint 12,9 milliards de F CFP, en hausse de 12,1 % sur un an.

Une sinistralité toujours maîtrisée

L'encours des **créances douteuses brutes** s'accroît de 1,5 % au quatrième trimestre (+3,0 % sur un an), pour s'établir à 21,1 milliards de F CFP. Cette progression reste contenue comparativement à la croissance de l'encours brut total (+2,5 % sur le trimestre). Ainsi, le taux de créances douteuses reste stable à 3,0 % sur le trimestre, comme sur l'année.

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses diminue encore légèrement au quatrième trimestre (-1,2 point), pour s'établir à 59,4 %. Il se contracte de 1,4 point sur un an.



¹ Ce changement de nomenclature d'un établissement de crédit de la place a conduit à la comptabilisation d'une partie des crédits immobiliers, auparavant attribués à tort aux ménages, dans ceux des entreprises.

Bonne performance des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** progresse fortement au quatrième trimestre (+22,5 milliards de F CFP, soit +4,0 %, après +0,3 % au trimestre précédent). L'encours total des dépôts locaux s'établit ainsi à 583 milliards de F CFP au 31 décembre 2014 (+2,5 % sur un an).

Cette évolution favorable sur le trimestre, récurrente à cette période de l'année, est due principalement à la croissance **des dépôts à vue** (+12 milliards de F CFP, soit +4,4 %). Les **placements indexés sur les taux du marché** renouent avec une croissance positive (+8,9 milliards de F CFP, +4,7 %), soutenue par la nette progression des certificats de dépôt (l'encours a plus que doublé).

Les **comptes d'épargne à régime spécial** affichent une progression modérée sur trois mois pour s'établir à 98 milliards de F CFP (+1,7 %), en raison de la reprise des dépôts sur livrets ordinaires (+2,3 % sur trois mois et +6,3 % sur un an).

Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission.

Ces avoirs accentuent leur recul au quatrième trimestre (-0,8 %, après -0,4 % au trimestre précédent). Toutefois, ils affichent toujours une évolution positive en rythme annuel (+2,3 %). Dans le détail, l'encours des OPCVM monétaires se contracte de manière sensible au quatrième trimestre (-48,1 %) pour s'établir à 3,1 milliards de F CFP. L'encours des livrets A et bleus reste stable, compte tenu de la moindre attractivité de son taux de rémunération, ramené à 1 % depuis le 1^{er} août 2014.

L'encours des contrats d'assurance-vie (114 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, continue à progresser à un rythme soutenu (+2,3 % sur le trimestre et +6,5 % en glissement annuel).

Au total, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques se renforce au quatrième trimestre (+3,0 %, après +0,1 % au trimestre précédent). Le rythme de progression de la collecte auprès des entreprises et des ménages (respectivement +9,7 % et +1,1 %) permet nettement de compenser la baisse des actifs financiers des autres agents (-4,0 %). Sur un an, les actifs financiers détenus par les Calédoniens affichent également une croissance dynamique (+2,4 %, contre +0,9 % un an auparavant) pour s'établir à 732,5 milliards de F CFP.

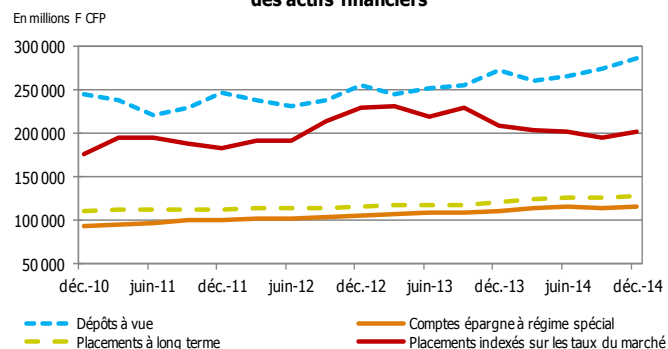
Le solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux s'améliore

Détérioration de la position extérieure nette

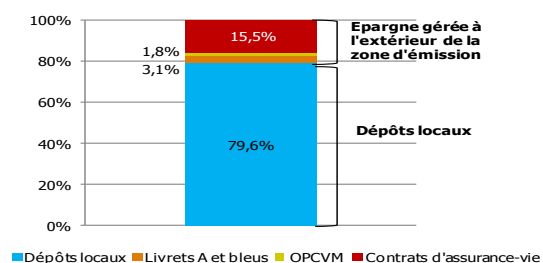
Au quatrième trimestre, le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle de 4,2 milliards de F CFP (soit -3,0 %), en raison d'une augmentation de la collecte de dépôts plus importante que la progression des crédits (+3,9 % contre +2,5 %). Les ressources locales des établissements calédoniens, essentiellement issues des dépôts collectés (82,5 %), sont à plus de 98 % destinées à financer leur activité de crédit.

À l'inverse, le solde de la position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'accroît sensiblement (+43,1 % sur le trimestre, soit 19,5 milliards de F CFP de déficit supplémentaire), en raison de la forte augmentation des réserves obligatoires et libres. Le solde de la position extérieure nette, qui s'établit à -65 milliards de F CFP au 31 décembre 2014, s'améliore cependant de 7,4 % en glissement annuel.

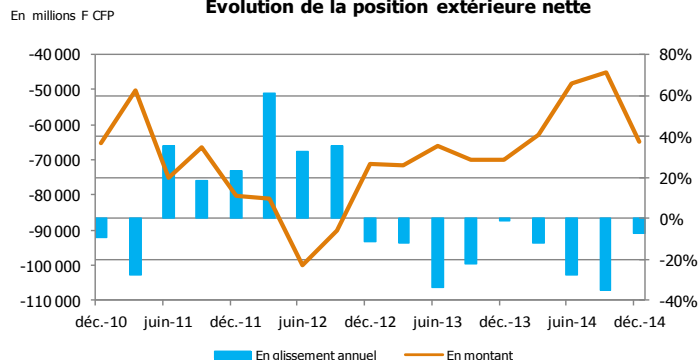
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Répartition des dépôts



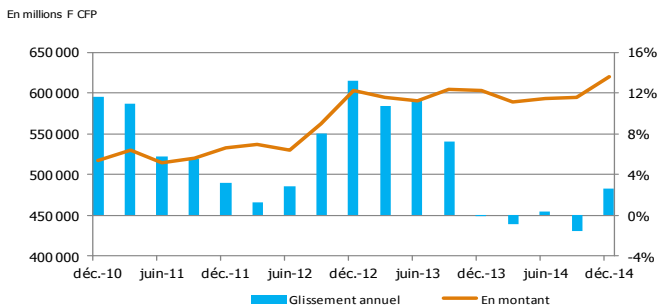
Evolution de la position extérieure nette



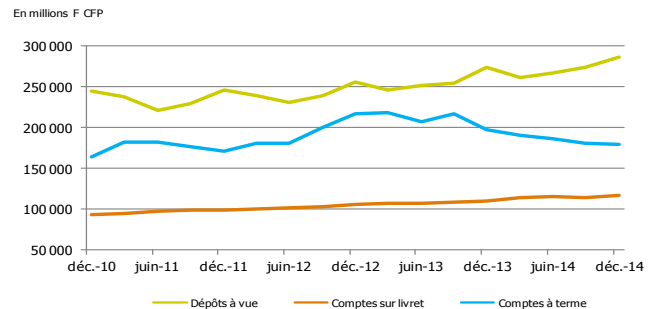
Progression de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 accentue son redressement sur le quatrième trimestre 2014 (+4,2 %, après +0,2 % au troisième trimestre), pour atteindre 620 milliards de F CFP. Cette évolution concerne particulièrement l'agrégat étroit M1 (+4,8 %, après +2,9 %), principalement sous l'influence de la forte augmentation des dépôts à vue (+4,4 %). Sur un an, l'agrégat M3 s'accroît de 2,6 % (+0,0 % au cours de l'année précédente), principalement en raison de la forte hausse des titres de créances négociables (+15,6 milliards de F CFP) et des dépôts à vue (+12,7 milliards de F CFP).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

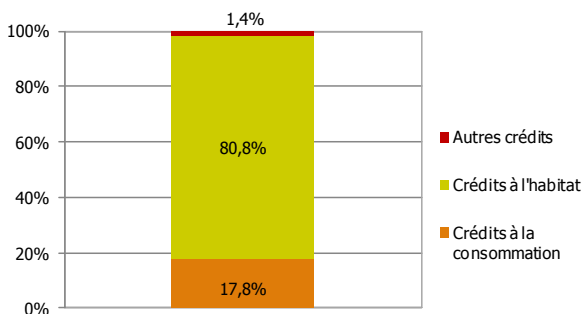


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

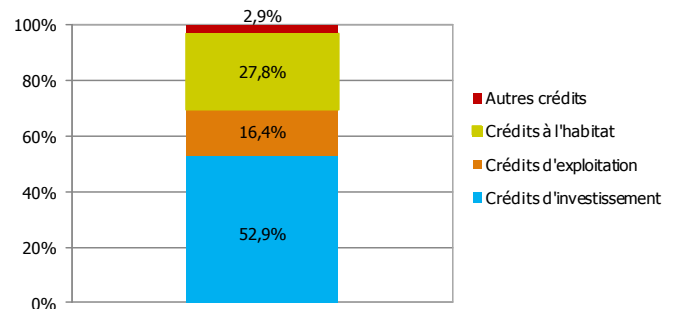
En complément des opérations réalisées auprès du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin décembre 2014, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) s'établit à 1 015 milliards de F CFP, en hausse de 3,2 % sur le trimestre et de 3,4 % sur un an. Le rythme de croissance de l'encours des crédits aux entreprises s'accélère au quatrième trimestre (+4,5 %, et +1,1 % sur un an), tandis qu'il poursuit sa progression du côté des ménages (+0,4 %, contre +1,4 % un an auparavant). L'encours des collectivités locales s'améliore de nouveau ce trimestre (+10,9 %, ce qui porte l'encours à +27,2 % sur un an), pour se situer à 94 milliards de F CFP à fin décembre 2014. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 30,6 % du total des engagements. Elle est de 20,2 % sur la clientèle des ménages et de 29,5 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est en revanche plus forte, puisqu'ils octroient 86,3 % de leurs crédits, en progression de 1,4 point sur le trimestre.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 666	15 931	17 351	16 069	15 011	15 412	15 547	17 363	11,7%	8,1%
<i>Billets</i>	<i>13 068</i>	<i>14 233</i>	<i>15 547</i>	<i>14 182</i>	<i>13 097</i>	<i>13 469</i>	<i>13 590</i>	<i>15 344</i>	12,9%	8,2%
<i>Pièces</i>	<i>1 598</i>	<i>1 698</i>	<i>1 804</i>	<i>1 887</i>	<i>1 914</i>	<i>1 943</i>	<i>1 957</i>	<i>2 019</i>	3,2%	7,0%
Dépôts à vue	245 223	246 501	255 688	273 632	261 739	266 433	274 396	286 353	4,4%	4,6%
TOTAL M1	259 889	262 432	273 039	289 701	276 750	281 845	289 943	303 716	4,8%	4,8%
M2-M1	93 205	99 559	106 202	111 050	114 789	115 877	114 740	116 850	1,8%	5,2%
Comptes sur livrets	92 529	98 942	105 583	110 420	114 219	115 329	114 211	116 325	1,9%	5,3%
Comptes épargne logement	676	617	619	630	570	548	529	525	-0,8%	-16,7%
TOTAL M2	353 094	361 991	379 241	400 751	391 539	397 722	404 683	420 566	3,9%	4,9%
M3-M2	163 887	171 444	224 565	202 832	197 767	195 703	190 085	198 978	4,7%	-1,9%
Dépôts à terme	163 732	171 308	216 234	198 128	191 158	186 163	180 545	178 698	-1,0%	-9,8%
Titres de créance négociables	0	0	8 290	4 665	6 609	9 540	9 540	20 280	112,6%	334,7%
Bons de caisse	155	136	41	39	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	516 981	533 435	603 806	603 583	589 306	593 425	594 768	619 544	4,2%	2,6%
P1	4 004	3 883	3 640	3 527	3 603	3 694	3 769	3 984	5,7%	13,0%
Plans d'épargne logement	3 935	3 785	3 496	3 338	3 419	3 474	3 552	3 771	6,2%	13,0%
Autres compte d'épargne à régime spécial	69	98	144	189	184	220	217	213	-1,8%	12,7%
M3+P1	520 985	537 318	607 446	607 110	592 909	597 119	598 537	623 528	4,2%	2,7%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	107 355	103 590	153 792	138 699	139 391	135 938	139 030	139 112	0,1%	0,3%
Institut d'émission	35 454	36 986	54 549	54 361	52 972	39 496	41 981	57 195	36,2%	5,2%
Etablissements de crédit	71 901	66 604	99 243	84 338	86 419	96 442	97 049	81 917	-15,6%	-2,9%
Créances du Trésor public	17 077	18 255	21 065	22 095	22 841	23 057	23 560	24 172	2,6%	9,4%
Concours sur ressources monétaires	392 549	411 590	428 949	442 789	427 074	434 430	432 178	456 260	5,6%	3,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	616 830	658 978	689 787	695 153	683 569	682 631	688 615	705 770	2,5%	1,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	224 281	247 388	260 838	252 364	256 495	248 201	256 437	249 510	-2,7%	-1,1%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>50 461</i>	<i>52 735</i>	<i>57 100</i>	<i>61 314</i>	<i>62 024</i>	<i>66 037</i>	<i>66 218</i>	<i>66 445</i>	0,3%	8,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>10 826</i>	<i>11 346</i>	<i>11 825</i>	<i>12 455</i>	<i>12 450</i>	<i>12 701</i>	<i>12 587</i>	<i>12 533</i>	-0,4%	0,6%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>137 210</i>	<i>146 888</i>	<i>170 265</i>	<i>154 320</i>	<i>149 486</i>	<i>144 540</i>	<i>142 326</i>	<i>146 700</i>	3,1%	-4,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 004</i>	<i>3 883</i>	<i>3 640</i>	<i>3 527</i>	<i>3 604</i>	<i>3 694</i>	<i>3 769</i>	<i>3 985</i>	5,7%	13,0%
<i>Divers</i>	<i>21 780</i>	<i>32 536</i>	<i>18 008</i>	<i>20 748</i>	<i>28 931</i>	<i>21 229</i>	<i>31 537</i>	<i>19 847</i>	-37,1%	-4,3%
Total M3	516 981	533 435	603 806	603 583	589 306	593 425	594 768	619 544	4,2%	2,6%
Position extérieure nette	-65 309	-80 284	-71 022	-69 982	-63 067	-48 098	-45 277	-64 783	43,1%	-7,4%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14	1 trim	1 an
Emplois	642 303	677 422	737 502	739 541	725 315	714 031	714 738	756 938	5,9%	2,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	616 830	658 978	689 787	695 153	683 569	682 631	688 615	705 770	2,5%	1,5%
Réserves obligatoires et libres	25 473	18 444	47 715	44 388	41 746	31 400	26 123	51 168	95,9%	15,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	642 303	677 422	737 502	739 541	725 315	714 031	714 738	756 938	5,9%	2,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	482 504	495 119	560 173	559 364	546 899	550 082	549 918	571 291	3,9%	2,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	61 287	64 081	68 925	73 770	74 474	78 738	78 806	78 978	0,2%	7,1%
Excédent des opérations diverses des EC	15 169	18 630	18 495	25 310	30 337	19 137	23 941	24 124	0,8%	-4,7%
Réescampte	18 034	19 308	18 887	11 114	10 538	17 976	16 796	17 762	5,8%	59,8%
Position extérieure nette des EC (si négative)	65 309	80 284	71 022	69 983	63 067	48 098	45 277	64 783	43,1%	-7,4%
Solde emplois-ressources clientèle	134 326	163 859	129 614	135 789	136 670	132 549	138 697	134 479	-3,0%	-1,0%

Les crédits à l'économie

Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	73 911,9	76 400,0	84 305,8	83 318,5	75 401,5	74 353,3	72 838,8	74 775,4	2,7%	-10,3%
<i>Créances commerciales</i>	4 201,1	5 012,6	3 440,4	3 541,0	3 555,2	3 750,4	3 204,7	3 428,8	7,0%	-3,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 249,4	41 332,0	44 135,3	43 566,3	41 050,4	41 169,7	41 153,4	43 796,8	6,4%	0,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 426,9	1 389,0	1 318,2	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1 281,1	1 185,8	-7,4%	-9,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 461,4	30 055,4	36 730,2	36 211,2	30 796,0	29 433,2	28 480,7	27 549,9	-3,3%	-23,9%
Crédits d'investissement	159 510,5	168 178,7	174 773,1	175 382,1	175 944,7	175 950,6	178 140,1	184 722,0	3,7%	5,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	150 476,0	159 100,1	165 457,1	166 275,6	167 400,5	167 394,2	169 373,5	175 671,2	3,7%	5,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9 179,9	9 185,8	8 661,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	7 756,3	5 905,2	-23,9%	-28,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 034,5	9 078,6	9 316,0	9 106,5	8 544,2	8 556,4	8 766,6	9 050,7	3,2%	-0,6%
Crédits à l'habitat	40 746,4	40 525,5	41 984,9	43 142,7	42 845,8	42 812,3	42 267,6	50 084,1	18,5%	16,1%
Autres crédits	11 316,2	12 719,0	14 962,6	16 351,9	16 047,3	14 714,8	14 066,4	13 020,4	-7,4%	-20,4%
Encours sain	285 485,0	297 823,2	316 026,5	318 195,2	310 239,4	307 831,0	307 312,9	322 601,9	5,0%	1,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	59 111,4	61 914,0	63 543,7	63 765,8	62 382,1	62 461,8	62 881,8	63 482,9	1,0%	-0,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 899,7	47 950,4	49 893,0	50 025,0	48 236,6	47 964,1	48 520,1	49 083,9	1,2%	-1,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 792,7	3 833,8	3 766,9	3 895,7	4 145,9	4 472,1	4 124,1	4 035,7	-2,1%	3,6%
<i>Crédit-bail</i>	11 419,0	10 129,9	9 883,8	9 845,0	9 999,6	10 025,7	10 237,6	10 363,3	1,2%	5,3%
Crédits à l'habitat	228 286,5	249 711,1	259 914,6	259 989,7	260 051,6	259 870,4	265 069,4	264 443,1	-0,2%	1,7%
Autres crédits	4 494,1	5 357,2	6 385,9	5 816,8	5 677,6	5 453,6	5 924,0	5 985,8	1,0%	2,9%
Encours sain	291 891,9	316 982,3	329 844,2	329 572,2	328 111,4	327 785,8	333 875,2	333 911,8	0,0%	1,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	5 511,2	5 146,7	1 764,6	1 441,3	1 782,6	1 712,0	2 019,6	1 424,4	-29,5%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 150,1	4 232,3	778,6	429,9	286,3	485,6	648,4	508,9	-21,5%	18,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 361,1	914,4	986,0	1 011,5	1 496,3	1 226,4	1 371,3	915,5	-33,2%	-9,5%
Crédits d'investissement	5 067,8	6 737,0	8 200,8	9 030,1	10 469,9	10 903,9	10 777,3	11 440,6	6,2%	26,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	4 885,7	6 573,6	8 039,5	8 858,4	10 311,0	10 728,1	10 622,6	11 304,7	6,4%	27,6%
Autres crédits				1 000,2	3,3	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	10 879,0	11 883,7	9 965,3	11 471,6	12 255,8	12 615,9	12 796,9	12 865,0	0,5%	12,1%
Autres agents										
Encours sain	12 835,1	15 136,5	15 633,4	15 423,9	12 506,5	13 271,3	13 854,7	15 295,3	10,4%	-0,8%
TOTAL										
Encours sain	601 091,0	641 825,7	671 469,4	674 663,0	663 113,0	661 504,0	667 839,8	684 674,1	2,5%	1,5%
Créances douteuses brutes	15 740,8	17 152,0	18 315,8	20 488,7	20 455,7	21 126,9	20 775,3	21 096,9	1,5%	3,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 914,7	5 806,1	6 490,9	8 033,5	8 005,5	8 425,6	8 188,1	8 564,0	4,6%	6,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 892,8	3 459,3	3 952,4	4 821,1	4 562,5	4 833,1	5 020,8	5 264,1	4,8%	9,2%
<i>(dt) Ménages</i>	2 019,2	2 197,5	2 424,7	3 200,6	3 435,1	3 564,6	3 157,9	3 294,6	4,3%	2,9%
Provisions	10 826,1	11 345,9	11 824,9	12 455,2	12 450,2	12 701,3	12 587,2	12 532,9	-0,4%	0,6%
Encours brut total	616 831,7	658 977,7	689 785,2	695 151,6	683 568,6	682 630,9	688 615,1	705 771,0	2,5%	1,5%
Taux de créances douteuses	2,6%	2,6%	2,7%	2,9%	3,0%	3,1%	3,0%	3,0%	0,0 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	68,8%	66,1%	64,6%	60,8%	60,9%	60,1%	60,6%	59,4%	-1,2 pt	-1,4 pt

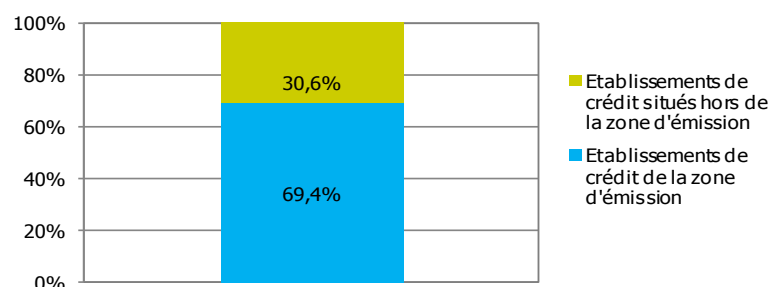
Le changement de paramétrage a conduit à reclasser dans l'encours des sociétés non financières certains crédits à l'habitat classés auparavant de manière indue dans l'encours des entrepreneurs individuels (et donc des ménages).

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	76 605,0	76 468,8	84 621,2	83 637,6	75 727,0	74 670,1	73 131,2	75 075,2	2,7%	-10,2%
<i>Créances commerciales</i>	4 201,1	5 012,6	3 440,4	3 541,0	3 555,2	3 750,4	3 204,7	3 428,8	7,0%	-3,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 442,7	41 332,0	44 379,0	43 814,0	41 300,4	41 403,3	41 373,8	44 024,2	6,4%	0,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 426,9	1 389,0	1 318,2	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1 281,1	1 185,8	-7,4%	-9,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 961,2	30 124,3	36 801,9	36 282,6	30 871,4	29 516,4	28 552,7	27 622,2	-3,3%	-23,9%
Crédits d'investissement	213 606,8	227 189,9	243 402,8	235 172,9	235 265,6	229 675,9	233 120,1	242 294,2	3,9%	3,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	204 455,5	218 029,6	234 011,3	226 017,2	226 677,5	221 068,1	224 330,2	233 196,9	4,0%	3,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9 256,0	9 274,5	8 661,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	7 756,3	5 905,2	-23,9%	-28,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 151,3	9 160,3	9 391,5	9 155,7	8 588,1	8 607,8	8 789,9	9 097,3	3,5%	-0,6%
Crédits à l'habitat	101 210,1	109 371,8	113 487,0	117 498,1	118 242,7	117 822,0	117 441,5	127 083,8	8,2%	8,2%
Autres crédits	11 826,0	13 063,1	15 250,6	16 620,1	16 315,4	14 972,5	14 324,1	13 267,4	-7,4%	-20,2%
Encours sain	403 247,8	426 093,6	456 761,6	452 928,7	445 550,7	437 140,6	438 016,9	457 720,5	4,5%	1,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	69 219,1	71 926,1	73 806,5	74 536,3	73 067,1	73 290,5	73 656,5	74 516,6	1,2%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	54 007,2	57 962,4	60 155,8	60 795,6	58 921,6	58 792,7	59 294,8	60 117,6	1,4%	-1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 792,8	3 833,8	3 766,9	3 895,7	4 145,9	4 472,1	4 124,1	4 035,7	-2,1%	3,6%
<i>Crédit-bail</i>	11 419,0	10 129,9	9 883,8	9 845,0	9 999,6	10 025,7	10 237,6	10 363,3	1,2%	5,3%
Crédits à l'habitat	289 190,8	313 576,2	323 730,4	329 342,3	330 344,5	330 988,3	337 143,8	337 957,4	0,2%	2,6%
Autres crédits	4 494,1	5 441,4	6 385,9	5 822,8	5 689,8	5 465,6	5 935,9	5 997,5	1,0%	3,0%
Encours sain	362 903,9	390 943,7	403 922,7	409 701,4	409 101,4	409 744,4	416 736,2	418 471,5	0,4%	2,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	5 511,2	5 146,7	1 764,6	1 441,3	1 782,6	1 712,0	2 019,6	1 424,4	-29,5%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 150,1	4 232,3	778,6	429,9	286,3	485,6	648,4	508,9	-21,5%	18,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 361,1	914,4	986,0	1 011,5	1 496,3	1 226,4	1 371,3	915,5	-33,2%	-9,5%
Crédits d'investissement	42 271,9	51 643,6	58 135,4	71 469,7	76 203,4	75 082,0	82 810,7	92 643,1	11,9%	29,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	42 089,8	51 480,3	57 974,1	71 298,0	76 044,5	74 906,2	82 655,9	92 507,2	11,9%	29,7%
Autres crédits	337,2	179,5	160,3	1 151,6	154,1	147,0	146,2	142,6	-2,4%	-87,6%
Encours sain	48 478,4	56 974,8	60 060,2	74 062,6	78 140,0	76 941,1	84 976,5	94 210,1	10,9%	27,2%
Autres agents										
Encours sain	13 941,3	15 438,2	16 068,6	15 715,1	12 771,5	13 552,8	14 545,9	15 589,7	7,2%	-0,8%
TOTAL										
Encours sain	828 571,4	889 450,2	936 813,2	952 407,8	945 563,6	937 378,8	954 275,5	985 991,8	3,3%	3,5%
<i>dont ECHZE</i>	227 480,4	247 624,5	265 343,8	277 744,9	282 450,7	275 874,8	286 435,7	301 317,7	5,2%	8,5%
Créances douteuses brutes	16 544,6	18 138,4	19 022,2	29 610,7	29 676,2	29 552,9	29 210,1	29 379,6	0,6%	-0,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 718,5	6 792,6	7 197,3	16 612,2	16 682,7	16 306,6	16 174,6	15 928,1	-1,5%	-4,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	3 157,7	3 761,2	3 952,4	12 647,1	12 299,0	11 707,5	12 026,1	11 887,5	-1,2%	-6,0%
<i>(dt) Ménages</i>	2 558,1	2 882,0	3 131,1	3 953,2	4 375,8	4 571,1	4 139,1	4 035,2	-2,5%	2,1%
Provisions	10 826,1	11 345,9	11 824,9	12 998,5	12 993,5	13 246,2	13 035,5	13 451,5	3,2%	3,5%
Encours brut total	845 116,0	907 588,6	955 835,4	982 018,6	975 239,9	966 931,7	983 485,6	1 015 371,4	3,2%	3,4%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,0%	2,0%	2,0%	3,0%	3,0%	3,1%	3,0%	2,9%	-0,1 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	65,4%	62,6%	62,2%	43,9%	43,8%	44,8%	44,6%	45,8%	1,2 pt	1,9 pt

Le changement de paramétrage a conduit à reclasser dans l'encours des sociétés non financières certains crédits à l'habitat classés auparavant de manière indue dans l'encours des entrepreneurs individuels (et donc des ménages).

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr